

Québec offre 12 % d'augmentation salariale aux éducatrices de CPE ^[1]

En 2023, elles gagneraient entre 18 \$ et 28 \$ l'heure. Insatisfaits, les syndicats songent à la grève.

Author: Gerbet, Thomas

Source: Radio-Canada

Format: Article

Publication Date: 14 Jul 2021

AVAILABILITY

Access online [FR] ^[2]

EXCERPTS

Pour revaloriser la profession d'éducatrice et limiter les départs dans les garderies, le gouvernement du Québec leur propose une hausse de salaire maximale de 12 % sur trois ans. L'offre présentée mardi n'est pas jugée suffisante par les syndicats, qui réclamaient jusqu'à 27 % d'augmentation.

"C'est avec déception qu'on reçoit le dépôt salarial. On n'a pas atteint nos demandes, dit Anne-Marie Bellerose, négociatrice de la Fédération des intervenantes en petite enfance, dans une vidéo envoyée mardi soir à ses 3000 membres, employées dans des centres de la petite enfance (CPE)."

"Allez donner des mandats de grève, des mandats forts, à vos syndicats [...] Assez, c'est assez."

Anne-Marie Bellerose, négociatrice de la FIPEQ-CSQ

Le spectre d'une grève à la rentrée plane sur les négociations avec le ministère de la Famille et le Conseil du Trésor. Déjà, les démissions s'accumulent depuis des mois et la pénurie d'éducatrices crée des ruptures de services dans les garderies. Pendant ce temps, la profession attire de moins en moins d'étudiantes.

Des augmentations de 1,5 \$ à 3 \$ l'heure

Le gouvernement propose une hausse de salaire de 2 % par année pendant trois ans. De plus, les éducatrices qualifiées se voient offrir un boni de 6 % la troisième année et celles qui ne sont pas qualifiées, un boni de 3 %.

"Le ministère a fait un effort [...], mais on va devoir se mobiliser pour aller chercher des augmentations plus importantes," déclare la présidente de la FIPEQ-CSQ, Valérie Grenon.

Éducatrice qualifiée	Salaire actuel (2019-2020)	Salaire offert (2022-2023)
Dernier échelon	25,15 \$	28,25 \$
Premier échelon	18,98 \$	21,33 \$



Le syndicat voulait 30,5 \$ l'heure au dernier échelon (une augmentation de 21,4 %), ce qui correspond au salaire maximal d'une technicienne de service de garde scolaire.

En ce qui concerne les éducatrices non qualifiées, la CSQ réclamaient une augmentation de 27 % pour passer de 16,75 \$ l'heure à 21,28 \$.

Éducatrice non qualifiée	Salaire actuel (2019-2020)	Salaire offert (2022-2023)
Dernier échelon	25,15 \$	27,47 \$
Premier échelon	16,75 \$	18,3 \$



Selon la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN), qui représente 11 000 éducatrices de CPE, "le gouvernement offre des miettes pour freiner la pénurie de main-d'oeuvre."

"Je trouve ça malheureux, parce que j'étais persuadée qu'ils avaient mieux compris l'urgence de donner un coup de barre dès maintenant, dit Lucie Longchamps", vice-présidente de la FSSS-CSN.

Les éducatrices en CPE travaillent généralement quatre jours par semaine, sur un horaire de 32 heures. Les salaires annuels offerts par le gouvernement oscilleraient donc entre 30 000 \$ et 47 000 \$.

Revaloriser la profession d'éducatrice en garderie

Le cabinet du ministre de la Famille n'a pas souhaité commenter les négociations en cours avec la CSQ et la CSN. "On laisse les discussions se poursuivre autour de la table," a-t-on mentionné. Le cabinet a toutefois envoyé à Radio-Canada la déclaration suivante :

"Nous sommes confiants qu'à la fin de cette négociation, on trouvera une entente qui reflétera la grande importance de tout le travail réalisé par les éducatrices auprès de nos tout-petits."

Cabinet du ministre de la Famille du Québec, Mathieu Lacombe

Selon un sondage du mouvement Valorisons ma profession auprès de 3669 éducatrices québécoises, 47 % des travailleuses de la petite enfance songeraient à changer de métier d'ici trois ans.

"Il faut réévaluer l'importance de notre travail," dit Valérie Grenon.

"Les parents veulent des places, ça prend des intervenantes. Il faut arrêter l'hémorragie dans notre réseau."

Valérie Grenon, présidente de la Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec

De son côté, la vice-présidente de la FSSS-CSN rappelle que le gouvernement du Québec a une chance en or de revaloriser la profession en utilisant les milliards de dollars que le fédéral doit lui verser en compensation du programme national de garderies.

"Cet argent doit aussi aider les conditions de travail des éducatrices," dit Lucie Longchamps. "C'est bien beau de construire des bâtisses, mais ça prend des travailleuses qualifiées et formées pour s'occuper des tout-petits."

Region: Quebec ^[3]

Tags: child care workforce ^[4]

wages ^[5]

advocacy ^[6]

Source URL (modified on 16 Jul 2021): <https://childcarecanada.org/documents/child-care-news/21/07/qu%C3%A9bec-offre-12-daugmentation-salariale-aux-%C3%A9ducatrices-de-cpe>

Links

[1] <https://childcarecanada.org/documents/child-care-news/21/07/qu%C3%A9bec-offre-12-daugmentation-salariale-aux-%C3%A9ducatrices-de-cpe> [2]

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1808786/quebec-salaire-educatrices-cpe-offre-hausse-garderies> [3] <https://childcarecanada.org/taxonomy/term/7855>

[4] <https://childcarecanada.org/category/tags/child-care-workforce> [5] <https://childcarecanada.org/category/tags/wages> [6]

<https://childcarecanada.org/category/tags/advocacy>